



Dans le contexte inédit de l'épidémie de Covid-19, la question de la sécurité et de l'approvisionnement alimentaire revêt une préoccupation importante pour les Français et sollicite la réponse adaptée des pouvoirs publics. Dans sa volonté de poursuivre le dialogue avec ses interlocuteurs institutionnels, la FNSEA a souhaité mettre en place une lettre d'information, « Le fil agricole », vous permettant d'être tenu informé(e), de manière hebdomadaire, des enjeux de la production et de la distribution des produits agricoles. Dans l'espoir que cette publication puisse retenir votre attention et à votre entière disposition pour toutes demandes complémentaires.

INITIATIVES AGRICOLES

MARCHES ALIMENTAIRES : MALGRE LE PROTOCOLE SANITAIRE, LES REOUVERTURES SONT A LA PEINE. LA PROFESSION AGRICOLE LANCE UN APPEL AUX MAIRES ET AUX PREFETS

A la suite de la décision de fermeture des marchés par le Premier ministre pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, la FNSEA s'est attachée à travailler avec l'Etat et plusieurs organisations à la mise à disposition des Maires et des Préfets d'un protocole sanitaire permettant aux marchés alimentaires de rester ouverts, dans le cadre dérogatoire convenu. Depuis la semaine dernière, de nombreux marchés restent toutefois fermés (autour des 75%). Face au manque de débouchés criant des producteurs, la FNSEA lance un appel aux élus nationaux et locaux à se saisir de ce protocole ([lien du document](#)) validé par le Gouvernement, pour encourager les Maires à ces réouvertures essentielles à la vie des territoires et des productions agricoles de proximité (fruits et légumes, produits fermiers, miel...). Le temps presse !

INITIATIVES COLLECTIVES POUR PALLIER LE MANQUE DE DEBOUCHES DES PRODUCTEURS

En vue d'aider les agriculteurs qui font face à l'impossibilité d'écouler leurs productions, principalement en circuit court, plusieurs initiatives apparaissent. Avec l'impulsion de la FNSEA, les Chambres d'agriculture, fortes du réseau "Bienvenue à la Ferme", travaillent pour cartographier et connecter les producteurs à un débouché commercial de proximité. Les initiatives ont des dimensions différentes : certaines sont régionales, d'autres ont un spectre national. C'est notamment le cas du réseau "Bienvenue à la ferme", totalement mobilisé pour apporter des réponses aux producteurs (<https://www.bienvenue-a-la-ferme.com>) et des initiatives régionales lancées en Centre-Val de Loire (www.produits-frais-locaux-centre-valdeloire.fr), en Occitanie (<https://solidarite-occitanie-alimentation.fr/>) et en Nouvelle-Aquitaine (www.produits-locaux-nouvelle-aquitaine.fr). Le déploiement se poursuit et nous vous invitons à vous rapprocher de vos fédérations FNSEA départementales et régionales pour suivre l'avancement des travaux engagés avec l'ensemble des acteurs locaux.

ACTUALITES ET VIE DES FILIERES AGRICOLES

DEMARAGE DE LA CAMPAGNE DES DECLARATIONS PAC : LES INCERTITUDES LEVEES

Conformément à la proposition portée par la FNSEA, dans le cadre de l'épidémie du Covid-19, le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation a confirmé le 1er avril l'obtention de l'engagement des autorités européennes pour que les retards de dépôts de déclarations des aides PAC (1er et 2nd pilier) après le 15 mai ne soient pas sanctionnés, et ce jusqu'au 15 juin. Une décision importante, face au confinement des conseillers de tous les organismes (FDSEA, Chambres d'agriculture, Centres de gestion...), rendant très compliqué l'accompagnement des agriculteurs dans le montage de leurs dossiers d'aides ; accompagnement pourtant indispensable à la réalisation de cet exercice complexe qui engage l'économie des exploitations et le revenu des agriculteurs pour la campagne prochaine.

EPANDAGES ET PARTICULES FINES : LA PROFESSION AGRICOLE RASSURE ET RAPPELLE LA REALITE

Depuis le pic modéré de pollution aux particules fines PM10 et PM2.5, observé dans le Nord de la France le 28 mars dernier, les initiatives de diverses associations fleurissent pour réclamer la fin des épandages agricoles (effluents d'élevage, amendements et engrais). Si ces pratiques sont à l'origine de l'émission naturelle d'ammoniac, précurseur de particules fines (34% des émissions à cette période de l'année, soit le pic annuel), la profession agricole tient à rappeler qu'il ne faut cependant pas omettre la part prépondérante (66% selon les données Airparif et ATMO) des chauffages au bois individuels (notamment en période de confinement), l'arrivée de particules depuis les industries d'Europe de l'Est et la présence de particules de sable en provenance du Sahara qui peuvent servir de support aux réactions chimiques. De plus, selon les dernières données du satellite européen Copernicus, 85% de cette pollution serait d'origine étrangère/transfrontalière. La FNSEA rappelle, au-delà de cette polémique discriminante et injuste, que ces épandages sont indispensables pour préparer la terre à recevoir les futures cultures et assurer les stocks alimentaires nationaux pour la période 2020-2021.

ENJEUX EUROPEENS

FACE A LA CRISE, LE BESOIN DE MESURES DE GESTION DES MARCHES EST URGENT !

Face aux déséquilibres majeurs qui sont en train de se créer sur certains marchés (notamment la production laitière), la réponse à cette crise globale se doit d'être européenne. Les outils existent, le règlement OCM offre plusieurs mécanismes que la Commission européenne peut activer en cas de déséquilibres graves de marché (tout en débloquent les budgets spécifiques). La FNSEA appelle expressément à la Commission européenne à engager une action spécifique comme le stockage privé, la gestion des contingents ou la régulation des volumes. Le Gouvernement a été alerté sur l'enjeu de mobiliser Bruxelles pour trouver des solutions et inciter tous les Etats membres à jouer le jeu.

BAROMETRE HEBDOMADAIRE DES PRODUCTIONS AGRICOLES

Contexte global : Au démarrage de la crise, la FNSEA a concentré son action pour maintenir un fonctionnement optimal de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, en agissant sur les problématiques de main-d'œuvre, de logistique ou encore de débouchés (marchés alimentaires notamment). Face aux difficultés de certaines filières - la situation étant assez hétérogène à ce stade - la FNSEA agit aussi au niveau européen pour demander à la Commission européenne des mesures de gestion des marchés pour soulager les déséquilibres de marché qui sont en train de se former (voir brève ci-dessus).

Cette semaine, focus sur les filières grandes cultures, bovin viande, porcine et équine :

Filières	Etat général de la production / Contexte de marché	Risques identifiés / Actions envisagées
Grandes cultures	<p>Les semis de maïs, betteraves, lin, pois, lentilles... Ont commencé en France. Sur le plan des marchés, on observe une forte volatilité des cours depuis le démarrage de la crise :</p> <p><u>Blé</u> : Après une hausse des cours, le blé tendre a cédé du terrain (186 €/t), conséquence de demandes internationale et nationale en recul (baisse des achats des meuniers). Les prix du blé dur sont quant à eux en hausse (+10 €/t) compte tenu du réveil de la demande.</p> <p><u>Maïs</u> : Les prix du maïs baissent légèrement (155 €/t), mais la demande pour la nutrition animale reste présente.</p> <p><u>Oléoprotéagineux</u> : En colza, les prix remontent (356 €/t), dans le sillage du pétrole qui a connu un récent rebond, mais restent à des niveaux très en retrait par rapport à 2019 sur les échéances rapprochées. A noter également la baisse de la consommation de biodiesel.</p> <p><u>Sucre</u> : Les cours mondiaux ont subi une forte baisse (de 15,5 cts/lb mi-février à 10,04 cts/lb le 1er avril) en raison de la baisse de la consommation mondiale et de la hausse de la production brésilienne.</p> <p><u>Bioéthanol</u> : Grosses difficultés (45 €/hl contre 64 €/hl avant la crise). Le report sur la fabrication de gel hydroalcoolique ne compensera pas la perte de parts de marché liée à la baisse des besoins en essence (baisse de 75%). Les prix de l'éthanol pourraient rester bas car les stocks sont élevés au Brésil et aux Etats-Unis (80% de la production à</p>	<p>Tensions concernant l'approvisionnement en intrants (engrais, semences, phytosanitaires...) et en pièces détachées notamment en raison de problèmes logistiques :</p> <ul style="list-style-type: none">- Transport routier et les longues distances : coût du retour à vide des camions en raison de l'arrêt d'autres activités.- L'arrêt de plusieurs usines en transformation de pommes de terre pourrait avoir un impact sur les autres productions de grandes cultures avec un report opéré par les producteurs (notamment vers la betterave). <p>Le gel a conduit à la destruction totale de certaines parcelles de colza, sans évaluation à ce stade de l'impact (sur le rendement et le retournement des surfaces).</p> <p>Fortes craintes que la chute des prix mondiaux sur le sucre ne se répercute à court ou moyen terme sur les cours européens.</p>

	<p>eux deux), le marché européen pourrait être fortement impacté à la reprise.</p> <p><u>Lin</u> : La crise sanitaire actuelle a conduit l'ensemble des 22 teillages français à arrêter leur activité pour une durée indéterminée. Le report, la capacité de stockage de paille à la ferme vont être mis à rude épreuve dans les mois qui viennent.</p>	
Bovin viande	<p><u>Gros bovins</u> : Baisse globale d'activité limitée à 1,5% pour l'ensemble des gros bovins (fluctuations à la hausse puis à la baisse). Les cotations entrée-abattoir sont sur l'ensemble des catégories en baisse de 1 ct/kg carcasse en semaine 13. Un maintien des prix est donc observé pour une majorité d'animaux, mais certaines catégories ont subi une baisse, dont les jeunes bovins (-6 cts/kgc). La filière doit cependant adapter ses flux aux changements de consommation : après de très fortes commandes ordonnées par la distribution à la mi-mars, le transfert de la RHD vers la consommation à domicile ne peut que favoriser l'offre française. La consommation des ménages demeure dynamique en viande bovine en GMS. A l'export, activité maintenue en Italie, Espagne, Allemagne, Chine et Algérie. Pour mars 2020, les exportations sont supérieures de 3% aux envois de mars 2019, malgré la disponibilité en brouillards moindre cette année due à une baisse des naissances.</p> <p><u>Veau de boucherie</u> : Nette baisse des abattages (-34%) observée récemment, liée à l'impact sur les circuits commerciaux : inquiétudes sur le maintien des débouchés avec l'arrêt de la RHD et une moindre présence de cette viande en GMS. Mais forte progression des ventes de veau en boucherie artisanale (+40%).</p>	<p>Vigilance sur l'absentéisme dans les différents maillons de la filière (abattage, vétérinaires...). GMS : certaines enseignes avaient enclenché une fermeture des rayons boucheries, mais réévaluent la situation au vu de la demande qui reste soutenue.</p> <p>Difficulté de réapprovisionnement, notamment dans les grandes villes (surfaces plus petites, manque de visibilité sur la demande). Plusieurs enseignes ont annoncé bloquer les prix de produits phares pour éviter toute hausse au consommateur, l'attention doit demeurer sur le prix payé aux éleveurs.</p>
Porcine	<p>Pas de difficultés majeures à l'amont, hormis des interrogations sur la problématique de la main-d'œuvre : notamment pour l'export (dockers, transporteurs etc.).</p> <p>Accélération des ventes en GMS sous l'effet du stockage des consommateurs : croissance de 20 à 30% (notamment en jambon cuit, saucisserie, charcuterie) et explosion des ventes des plats cuisinés (croissances de plus de 100%).</p> <p>Au niveau Européen, les difficultés logistiques et le manque de main-d'œuvre dans les abattoirs ont freiné le marché, interrompant la remontée des cours.</p>	<p>Au moment de la crise en Chine, les exportations ont été freinées avec des difficultés de fonctionnement dans les ports et les chaînes d'approvisionnement, ralentissement de la demande.</p> <p>Vigilance vis-à-vis du problème de fermeture des cimenteries, (plus de débouchés pour l'incinération des farines C1).</p> <p>En abattage/découpe/transformation : besoin de trouver des solutions pour fournir du matériel de protection aux artisans et aux salariés. Point de vigilance sur le risque important dans les semaines à venir de rupture d'approvisionnement en emballages.</p>
Equine	<p>Les fermes équestres sont interdites au public : une baisse de 50 à 60% du CA de mars et de 100% sur les stages et l'accueil pédagogique prévus en avril pour les vacances scolaires. Non tenue des événements de types concours, la suspension des courses hippiques et des autres regroupements générés par l'activité équestre.</p> <p>La viande de cheval n'étant plus une priorité pour le consommateur, les GMS n'en proposent plus.</p>	<p>Report de l'insémination des juments.</p>

Contact : Guillaume Lidon

Responsable des affaires publiques

Mail : guillaume.lidon@reseaufnsea.fr

Tél : 01 53 83 48 92

Vous pourrez toujours compter sur nous pour vous nourrir
#OnVousNourrit

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitations Agricoles
11 rue de la Baume - 75008 Paris



Pour vous désinscrire de cette newsletter, merci d'adresser votre demande par retour de mail à lefilagricole@reseaufnsea.fr